

Il est certainement ardu de dresser un bilan d'ensemble si l'on considère la complexité et la diversité des réponses données au questionnaire initial, mais il est tout de même possible de saisir des évolutions et des tendances générales. Pour ce qui est du droit d'accès à la citoyenneté et à l'assistance, la tendance est au XIX<sup>e</sup> siècle de privilégier la résidence sur d'autres critères, dès lors très difficiles à appliquer compte tenu des mutations socio-économiques sensibles qui marquent les sociétés industrialisées de cette époque. Quant à l'assistance, on remarque le passage progressif d'un réseau de services rendus à l'échelle locale, sur une base volontaire et souvent religieuse, à des systèmes centralisés et bureaucratisés, fondés sur l'imposition fiscale obligatoire. La transition ne se fait pas toujours sans résistance, comme dans la Rhénanie prussienne au XIX<sup>e</sup> siècle étudiée par Andreas Gestrich. Paul-André Rosental fait référence dans sa postface à cette nouvelle situation en montrant comment les questions soulevées par l'intense circulation des personnes et l'émergence de nouveaux enjeux dans les relations internationales qui caractérisent le XX<sup>e</sup> siècle offrent, pour les États, l'occasion de mieux définir leurs systèmes d'assistance.

Les contributions de cet ouvrage – extrêmement soignées et solides quant à leurs bases documentaires et à leur encadrement théorique – offrent une multiplicité de perspectives novatrices sur des thématiques centrales dans l'évolution des sociétés européennes du bas Moyen Âge au XX<sup>e</sup> siècle. Finalement, à la lumière des résultats présentés par les auteurs, les éditeurs expriment le souhait que des concepts tels qu'« établissement », « appartenance » et « lieu » puissent à l'avenir être étudiés en insistant davantage sur les similarités que sur les différences.

MARCO SCHNYDER

**Stephan Karl Sander-Faes**

*Urban Elites of Zadar: Dalmatia and the Venetian Commonwealth (1540-1569)*

Rome, Viella, 2013, 292 p.

L'ouvrage de Stephan Karl Sander-Faes vient combler une lacune regrettable dans les études

du « *commonwealth* » vénitien à la fin du Moyen Âge et au premier âge moderne. La côte orientale de l'Adriatique, plus précisément la « double province » de la Dalmatie et de l'Albanie, avec sa capitale régionale, Zadar, n'occupe guère la place qui devrait lui revenir dans l'historiographie. Celle-ci véhicule en effet une image convenue de la présence vénitienne en Dalmatie. Selon cette vision, trop occupée à étendre et à défendre son espace maritime à l'échelle méditerranéenne, d'autant plus que celui-ci était de plus en plus âprement contesté par les Ottomans au début de l'époque moderne, la Sérénissime n'évaluait pas à sa juste mesure l'importance de l'étroite bande de terre qui longeait l'Adriatique et qui constituait la dernière ligne de protection de l'espace lagunaire métropolitain. Ayant perdu puis récupéré la Dalmatie dans un conflit séculaire contre la Hongrie, Venise voyait l'arrière-pays de cette province maritime passer progressivement aux mains des Ottomans, au fur et à mesure que disparaissaient les derniers États indépendants des Balkans. Habitée à défendre avec panache son *Stato da Mar* jusqu'aux espaces les plus lointains de la Méditerranée et de la mer Noire, d'où elle puisait ses richesses et sa prépondérance maritime, Venise considérait donc avec condescendance cette maigre bande de terre dalmate, peuplée de paysans pasteurs et agriculteurs, aux villes étriquées étroitement quadrillées par un pouvoir central jaloux de son autorité.

Cette image largement répercutée par l'historiographie traditionnelle aurait pu décourager de nouvelles recherches. Mais S. Sander-Faes parvient à renverser ces préjugés dans sa remarquable monographie. Après un long travail dans les archives de Zadar, la lecture des sources vénitiennes publiées ainsi qu'une vaste consultation de la littérature historique moderne, l'auteur dresse un tableau de la société urbaine de la capitale administrative de la Dalmatie et de l'Albanie vénitienne qui étonne par la nouveauté dans les méthodes de recherche, la richesse et la diversité des résultats obtenus.

Ce n'est pas un hasard si l'auteur a choisi d'accompagner le titre de son ouvrage d'un sous-titre tel que « La Dalmatie et le *commonwealth* vénitien ». Tout autant que que l'élite patricienne

de la métropole lagunaire, l'élite patricienne du chef-lieu de sa province dalmate est le pivot de l'histoire économique et sociale du *Stato da Mar* vénitien, et l'auteur le démontre en faisant appel à deux séries essentielles de documents des archives urbaines qui, selon lui, n'ont pas fait l'objet de recherches exhaustives par le passé : les actes de procuration et les actes de vente et de location de terres établis par les notaires à Zadar, qui furent rédigés durant les quelques décennies qui séparent les deux grandes batailles navales entre des coalitions chrétiennes et les Ottomans, celle de Prévésa, au cours de la première guerre de la Sainte-Ligue (1538-1540), et celle de Lépante, au cours de la seconde (1571-1573), dont les séquelles furent durement ressenties dans la Dalmatie vénitienne. Il faut souligner que ces deux séries d'actes ne concernent pas uniquement le district de Zadar, mais aussi des villes et bourgs fortifiés de l'arrière-pays comme Nin, Nadin, Vrana, ainsi que les grandes îles du golfe de Kvarner de l'Adriatique centrale, telles Brač, Hvar, Korčula, etc.

L'auteur étudie avec une grande minutie 930 actes notariaux et dresse un portrait de la société urbaine de Zadar. Les acteurs ne sont pas uniquement les quelques dizaines de représentants directs du pouvoir vénitien rassemblés autour du recteur, incarnant le pouvoir politique, et du capitaine détenteur du pouvoir militaire de la Sérénissime, ni les grandes familles du patriciat local, issues de la symbiose latino-slave, étroitement liées aux Vénitiens par les liens matrimoniaux. Des acteurs de second plan surgissent aussi : des marchands et des artisans de Zadar, leurs femmes et veuves, des guerriers mercenaires, des matelots et des patrons de navires, qui, contrairement à l'image convenue, témoignent du grand dynamisme économique et social de la Dalmatie vénitienne à cette époque charnière du XVI<sup>e</sup> siècle.

Avec finesse, l'auteur analyse les procurations notariales établies à Zadar et reconstruit les grands axes, les réseaux, l'intensité des communications entre la capitale de la province dalmate et les divers pôles du *Stato da Mar* vénitien, montrant ainsi sans équivoque que la métropole lagunaire est concernée par une grande majorité de procurations de vente, ou d'achat, de récupérations de legs testamen-

taires ou de soldes militaires. Il dément aussi la thèse largement répandue du caractère local et du modeste volume des activités économiques de cette province vénitienne qui serait contournée ou abandonnée par la métropole lagunaire devant la menace ottomane. Il en va de même de l'autre grande série d'actes notariaux analysés dans l'ouvrage, concernant la vente des biens immobiliers dans la même province : l'auteur montre que le nombre d'actes de vente ainsi que les prix doublèrent durant la décennie qui précéda la seconde guerre de la Sainte-Ligue, ces actes étant rédigés en grande partie au profit des Vénitiens impliqués dans la vie économique et les activités administratives ou militaires de la province dalmate.

L'analyse des procurations et des actes de vente rédigés par les notaires de Zadar permet à S. Sander-Faes de postuler dans la dernière partie de son ouvrage une thèse qui bouleverse les connaissances sur la Dalmatie vénitienne au premier âge moderne : une province qui n'est pas insignifiante pour sa métropole et que celle-ci irrigue de ses forces vives, mais aussi de ses capitaux investis dans les travaux de fortifications, de constructions portuaires, de constructions navales, les intérêts économiques et militaires de la métropole se complétant harmonieusement sur le sol dalmate. S. Sander-Faes amorce ainsi un tournant dans les études de la Dalmatie et de l'Albanie vénitienne au XVI<sup>e</sup> siècle : reposant sur une série de sources négligées au cours des décennies précédentes, il met au jour des catégories jusqu'à présent ignorées de la société urbaine, en les faisant intervenir précisément dans le réseau international des échanges économiques et humains.

Le livre s'achève d'ailleurs en appelant les historiens à aller de l'avant dans l'étude d'autres sujets délaissés par le passé dans l'historiographie de la Dalmatie vénitienne, tels que les relations entre l'arrière-pays, les régions côtières et les îles, les liens complexes entre les villes et leurs districts respectifs, ou les incidences des réseaux matrimoniaux sur la mobilité sociale et spatiale. Une place toute particulière devrait être réservée, selon l'auteur, à l'étude de la culture matérielle en tant qu'instrument de valorisation des élites laïques et ecclésiastiques. Plus qu'une monographie

sur la Dalmatie vénitienne à l'aube de la modernité, l'ouvrage de S. Sander-Faes est aussi un plaidoyer pour le renouveau épistémologique dans les études de pans entiers du *Stato da Mar* vénitien, négligés par le passé au profit de la métropole lagunaire. À ce titre, l'ouvrage peut prétendre à un accueil favorable auprès des historiens médiévistes et modernistes, mais aussi auprès d'un plus large public averti, sensible aux arguments sollicités par l'auteur et à l'harmonie de son récit.

NENAD FEJIC

### Mary Lindemann

*The Merchant Republics: Amsterdam, Antwerp, and Hamburg, 1648-1790*  
New York, Cambridge University Press, 2015, 356 p.

Anvers, Amsterdam, Hambourg : entre les trois villes, les différences sont patentées. Anvers et Hambourg comptent 65 000 à 70 000 habitants en 1700 tandis que 170 000 personnes demeurent à Amsterdam ; la cité scaldienne est catholique, la métropole de l'Elbe adhère à un strict luthéranisme et le calvinisme est dominant en Hollande ; enfin, les trois villes appartiennent à des espaces politiques différents, des Pays-Bas espagnols puis autrichiens aux Provinces-Unies ou au Saint-Empire. Ce sont donc la construction et l'affirmation d'une démarche d'histoire comparée, davantage que l'étude d'un objet défini par une forte cohérence interne, qui font l'intérêt de cet ouvrage. Le projet ne manque pourtant pas de corps : alors que le centre de gravité économique et commercial du continent européen s'est nettement déplacé vers l'Europe du Nord-Ouest au cours de la seconde modernité qui, des traités de Westphalie à la fin de l'Ancien Régime, fournit le cadre du présent travail, Mary Lindemann considère avec Jonathan Israël ou Wijnand Mijnhardt que l'histoire du républicanisme et des idées républicaines, et en particulier l'idée d'un « moment machiavélien » étudié par John Pocock, est restée plus italienne et anglo-américaine que véritablement atlantique, et ne peut rendre compte des réalités du terrain qu'elle étudie. En se situant dans le champ de l'histoire politique et culturelle, et en cherchant

à comprendre comment, dans les trois villes prises en considération, les contemporains posaient et pensaient les problèmes de leur gouvernement, c'est donc une lacune de la recherche que cet essai s'attelle à combler.

Mettant un avant la logique de l'enquête, le volume s'ouvre par un tableau des « hétérogénéités du terrain », soit des différences entre les trois villes – l'une étant gouvernée plutôt par des nobles et des juristes (Anvers), l'autre par un corps professionnalisé de régents (Amsterdam), et la dernière par une oligarchie marchande (Hambourg). Mais, comme le dit l'auteure en conclusion, « ces différences s'avèrent curieusement plus réelles qu'apparentes » (p. 317), et les similitudes sont frappantes dans la manière qu'ont les bourgeois des trois villes de se définir et de se comporter. La participation à la vie politique – évaluée non seulement par la forme du gouvernement, mais aussi, de manière plus originale, par une étude du monde des offices municipaux – semble ne concerner qu'un étroit segment de la population, même si, *via* l'imprimé, les débats pouvaient avoir une diffusion plus grande. Les problèmes discutés étaient surtout « affaire de circonstances », « avant tout pratiques » et, aucune des trois villes n'ayant de tradition universitaire ou savante, ne provoquaient guère de « profonde réflexion scolastique » (p. 74), si ce n'est, peut-être, chez les frères de la Cour en Hollande.

Si cet état de fait ne facilite guère la tâche de l'historienne, confrontée au pragmatisme de décisions « au coup par coup » plus souvent qu'à un programme objectif et explicite, il ne doit pas conduire à passer sous silence des débats réels, dont celui sur le luxe est une bonne illustration. Malgré la forme chaque fois singulière prise par les conflits dans les trois cités – forme marquée, bien sûr, par l'ensemble politique dont chacune d'elle relevait – la dénonciation de la corruption et des pratiques relevant de celle-ci apparaissent comme un lieu privilégié d'exploration de l'identité de ces « républiques marchandes ».

Malgré les différentes modalités de leur gouvernement, les trois villes voient en effet l'affirmation d'une « vertu marchande ». L'étude de longues cohortes d'imposteurs (faux nobles, mais aussi faux riches ou faux chrétiens), dont M. Lindemann considère la présence signifi-